

La reconversion des politiques industrielles en Algérie Cas de Sonelgaz et Sonatrach

The conversion on industrial policies in Algeria Case of Sonelgaz and Sonatrach

ZENASNI Souhila¹, Pr. MEBARKI Naceur²

¹Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed, Algérie, zenasni.souhila@univ-oran2.dz

²Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed, Algérie, mebarki.naceur@univ-oran2.dz

Reçu le : 07/12/2024

Accepté le : 14/02/2025

Résumé :

L'analyse et suivi de l'évolution des politiques industrielles pratiquées en Algérie est cruciale pour comprendre la trajectoire à long terme de l'économie algérienne et cerner les clés de son succès. Une approche historique de ces politiques, notamment celles des politiques industrielles autocentrées, est nécessaire pour identifier le point de départ et les différentes étapes d'analyse et d'évaluation de notre travail. Cette approche est précédée par un aperçu théorique des politiques industrielles autocentrées pour introduire et cerner les variables de notre travail. L'analyse des expériences passées, des nouvelles orientations stratégiques, ainsi que des projets industriels réussis, révèle qu'une base industrielle solide est en train de se tisser permettant de faire face à la dépendance extérieure, en particulier dans le secteur de l'énergie sous la tutelle des groupes Sonelgaz et Sonatrach, et de générer des scénarios de croissance économique favorables.

Mots clés : politique industrielle, Industrie Algérienne, intégration nationale, énergie

Jel Classification Codes : L6, L7, P23

Abstract :

Analyzing the evolution of industrial policy in Algeria is crucial to understanding the long-term trajectory of the Algerian economy and identifying the keys to its success. A historical approach to these policies, in particular to self-centred policies, is necessary to identify the starting point and the different stages of analysis and evaluation of our work. However, this approach is preceded by a theoretical overview of self-centred industrial policies in order to introduce and further define the variables of our research. An analysis of previous experiences and new strategic orientations, as well as of successful industrial projects, shows that a solid industrial base is being built, which makes possible to cope with external dependence, particularly in the energy sector, under the patronage of the two economic giants Sonelgaz and Sonatrach, and to generate favorable economic growth scenarios.

Key words: industrial policy, Algerian Industry, national integration, energy.

Jel Classification Codes : L6, L7, P23

¹ *Auteure Correspondant* : ZENASNI Souhila, e-mail: zenasni.souhila@univ-oran2.dz

Introduction:

Dans cet article, nous allons essayer de présenter une comparaison dans le temps des épisodes d'industrialisation, et de désindustrialisation en Algérie afin de déterminer les principales tendances, cerner les constantes et les facteurs de rupture et enfin mieux comprendre les causes du phénomène de désindustrialisation qu'a subi l'Algérie depuis la fin des années 80 et qui s'est prolongé jusqu'à la période de la crise sanitaire COVID 19. Une période où l'Algérie avait pris conscience des conséquences profondes de la déficience de son appareil industriel.

Depuis, le pays projette une stratégie industrielle sans précédent et veille sur cette ambition de développer un tissu industriel, un axe de la politique de développement économique et un vecteur de sevrage de la rente pétrolière. Pour se faire, le gouvernement a adopté des politiques qui reposent sur le développement d'une industrie « Indépendante, intégrée, diversifiée » en privilégiant la corrélation entre les facteurs du processus économique du pays. Il faudrait donc savoir si les politiques industrielles mises en œuvre actuellement seront « efficaces » ou « inefficaces » concernant le déploiement sectoriel de l'activité industrielle et la valorisation des ressources naturelles? Comment éviter la trajectoire des expériences précédentes et quelles sont les clés de réussites de ces politiques ?

Dans le but de répondre à cette panoplie d'interrogations, nous adoptons la méthode descriptive et énonçons des hypothèses explicatives en choisissant un angle tantôt théorique sur les principales politiques industrielles mises en place par le gouvernement, tantôt historique qui illustre les différentes étapes et limites d'un même processus industriel, basé sur l'adoption des politiques industrielles autocentrée perturbées par des interruptions qui ont entraîné l'Algérie vers une désindustrialisation désastreuse. Par la suite, Nous présentons les orientations stratégiques actuelles de l'Algérie pour la densification du tissu industriel en s'appuyant sur les secteurs manufacturiers potentiellement favorables à l'intégration d'activités situées aux dernières étapes de la chaîne de production. Nous nous focalisons sur le secteur énergétique pour démontrer sa potentialité à passer du statut d'un simple exportateur de produits primaires vers celui de producteur et d'exportateur de produits manufacturés, à technologie plus élaborée et une valeur ajoutée accrue.

Nous concluons notre travail par la présentation de quelques expériences d'industrialisation réussies grâce à la mise en place des politiques d'intégration industrielle efficaces au sein des deux pôles Sonelgaz et Sonatrach et par l'énumération de quelques recommandations tirées à partir de notre propre analyse et recherche.

1. Quid des politiques autocentrées :

D'après (BOUZIDI A. , 1981) les politiques autocentrées sont définies comme suit : *« Les formes de politique industrielle qui sont mises en œuvre dans le but de renforcer une indépendance nationale »*. L'idée globale est l'instauration d'une logique de développement à partir de satisfaction de besoins nationaux en socialisant les moyens de production. Elles sont généralement basées sur une priorité accordée à l'expansion du marché national et un rejet de développement à international. Leurs modèles sont répartis comme suit :

1- Modèle des « industries industrialisantes » de G.DESTANNE DE BERNIS (1971) (ANDREFF & HAYAB , 1978) : le modèle repose sur le développement prioritaire des

industries lourdes à partir de l'installation des grandes firmes à capitaux publics qui vont favoriser l'intégration de l'économie et provoquer des effets d'entraînement sur toute l'économie. L'effet d'entraînement se réalise lorsque l'évolution d'une activité entraîne celle d'une autre. Dans ce modèle, les contrats d'industrialisation prévoient l'incorporation des processus de transfert technologique où leur financement est effectué par le biais de la rente pétrolière pour le cas de l'Algérie. Certes l'industrie Algérienne a connu un échec, pour des raisons que nous avons citées dans le tableau N°2, en adoptant cette stratégie, mais cette dernière a permis à de principales puissances économiques socialistes en Asie (Chine, Inde et Corée du Nord) de bâtir une structure industrielle complète et réussir son expérience de développement.

2- Modèle de « *l'industrialisation par la promotion des exportations* » (Beitane & autres, 2001) : Ce modèle est basé sur la substitution progressivement des exportations des biens primaires par l'exportation de produits manufacturés. Il permet l'extension du marché national grâce aux économies d'échelle, un accès au marché extérieur, la procuration des recettes en monnaie étrangère supérieures à celles procurées par la réduction des importations et une production plus avantageuse en matière de coût en comparaison avec les industries protégées. Cette stratégie a été l'origine de succès des économies naissantes dans les années 70 comme : Hongkong et Singapour, puis appliquées par la Corée du Sud et Taiwan et, également, le Brésil et l'Argentine.

3- Modèle de « *l'industrialisation par substitution des importations* » qui met la priorité sur les biens de consommation et le développement du marché national. Ce modèle est souvent accompagné d'une politique protectionniste élevée et parfois sélective en fonction des priorités de l'Etat. Le contrôle des importations en matière de compteurs et certains équipements électriques avec l'application d'une réglementation stricte est le cas actuel pour l'Algérie, l'adoption de ce modèle bute la promotion de la production locale de ces équipements par le groupe Sonelgaz avec l'exigence d'offrir un produit compétitif par rapport à la concurrence internationale.

Ces politiques visent un triple objectif dans leur concrétisation :

- 1- Donner naissance aux nouvelles industries d'équipements et biens de consommation.
- 2- Se substituer progressivement aux anciennes importations des divers biens et services.
- 3- Fournir des biens diversifiés et l'ensemble des inputs en matières premières et services nécessaires à la satisfaction du marché local et au renforcement de l'indépendance nationale d'une part, et à l'attraction de la devise en écoulant ces fournitures et services à l'export d'autre part.

Les politiques autocentrées s'inscrivent alors dans une stratégie de développement à partir de la mise en œuvre de mécanismes de planification par l'Etat, Elles ont pour objectif de mettre en valeur les avantages compétitifs et de garantir une démarche de développement

basée sur une fiscalité protectrice en négligeant les contraintes de rentabilité marchande et de proposition d'une offre compétitive.

2. L'expérience des politiques industrielles en Algérie :

A l'indépendance, l'économie du pays présentait nombre de caractères de sous-développement : domination étrangère, une population essentiellement rurale, un faible taux d'alphabétisation et rareté des compétences en gestion des entreprises et techniques, des équipements et infrastructures dévastés et surtout l'absence de tissu industriel.

En 1964², l'orientation socialiste se confirme et la préconisation d'une industrialisation axée sur l'initiative de l'Etat et sur la planification centralisée à travers l'adoption d'une politique autocentrée à savoir la politique d'industrie industrialisante devient l'une des priorités des pouvoirs publics à l'époque. Cette amorce d'industrialisation (coïncidée avec la hausse du prix du pétrole 1974-1979) privilégiait au départ deux secteurs : la pétrochimie et l'industrie lourde notamment sidérurgique dans le cadre d'un pré-plan triennal (1967-1969) et suivi du plan quadriennal I et II de 1970 à 1977 qui rassemblent les industries ISM-MEE³ avec des dépenses d'investissements extravagantes en faveur de l'industrie comme l'indique le tableau ci-dessous. A cette période, l'industrie de base a connu une évolution considérable en Algérie.

Tableau 1 : Répartition des investissements industriels (par millions de DA) au cours de la décennie 1967-1977

Secteurs des industries de bases	Plan triennal 1967-1969	Plan quadriennal I 1970-1973	Plan quadriennal II 1974-1977	1967-1977
Total Industrie hydrocarbures et produits chimiques	2 710	5 085	23 500	31 295
Total Industrie sidérurgie	1200	1 900	5 865	8 965
Total des Industries de mines	180	700	1 100	1 980
Total des industries d'électricité	260	500	1 525	2 285
Total Industrie de transformations	476	1 275	6 238	7 889
Total des Industries	4 826	9 640	38 328	52 794

Source : Industrie Algérienne enjeux et perspectives, CNDPI mars 2011

En 1978, année coïncidant avec la mort du président Houari Boumediene, l'ambition industrielle est abandonnée ou, du moins, revue à la baisse. Le pays n'aura pas un deuxième pôle sidérurgique à l'ouest et les sociétés nationales de grandes envergures comme la SONITEX, SONACOME, SONIPEC.....etc; sont restructurées et découpées en plusieurs

² La Charte d'Alger (1964) : caractérisée par l'affectation d'une priorité donnée au développement des secteurs des hydrocarbures et sidérurgie, la prise en considération des problèmes de la transition à travers la création des sociétés mixtes ouvertes au capital étranger et la création des sociétés nationales qui détiendraient les secteurs essentiels au développement.

³ ISM-MME : Industrie Sidérurgique, Métallique, Mécaniques, Electriques et Electroniques.

entités sous couvert d'augmenter l'autonomie des entreprises publiques ce qui a causé un véritable dérèglement de l'économie du pays. (TEMMAR , 2015)

A partir de l'année 1986, l'Algérie plonge dans une période de turbulence et de désordre social et financier marquée par une industrie abandonnée, Suite à la crise pétrolière de 1986 qui avait soumis l'économie du pays à un plan de structuration caractérisé par des dévaluations continues de la monnaie nationale, augmentations de taux d'intérêt pour les crédits, inflation très élevée et dissolution de plusieurs entreprises publiques (433 entreprises industrielles). Aussi, la décennie des années 80 était le berceau de la mondialisation qui nourrissait les économies du monde alors que les responsables politiques de l'époque, emportés par la disponibilité financière engendrées du choc pétrolier de 1974, restaient agrippés à des constantes idéologiques. Ce phénomène a orienté en définitive le pays vers une option de libération de son économie confirmée par l'accord de stabilisation avec le FMI (1994) sans toucher au cadre structurel de l'économie. (TEMMAR , 2015)

Depuis les années 1990, le pays s'est engouffré durablement dans un statu quo imposé par des compromis institutionnels plus au moins opaques. L'économie algérienne et son régime d'accumulation sont toujours rentiers et l'industrie a sombré dans un inquiétant déclin après avoir connu sa prospérité pendant la période 1974- 1985 (l'industrie industrialisante avait enregistré une croissance doublée 10.6% contre 5. 1%). (BELLAL , 2017)

En 2000, une nouvelle phase qui affirme la liberté économique avec l'objectif de desserrer l'étranglement financier de l'économie mais sans l'accompagner d'un cadre institutionnel renouvelé, des pratiques de pouvoir politique renouvelées et surtout un mode de gouvernance qui ouvre l'économie aux partenaires qualifiés. C'est ainsi qu'elle a rompu avec le mode de gestion étatique par laquelle a démarré une nouvelle stratégie de fonctionnement de l'économie qui va connaître des réajustements profonds à partir de 2004 (PAS)⁴.

Ces périodes traumatisantes et parfois redondantes en ce qui concerne leurs résultats et répercussions néfastes sur l'économie algérienne n'ont pas servi au pouvoir public de leçons pour évaluer les politiques économiques pratiquées à ces périodes et éviter de faire revivre l'économie algérienne les mêmes échecs.

Le redémarrage de l'activité économique basée sur un tissu industriel solide et efficient n'a jamais eu lieu malgré les efforts incessants des gouvernements successifs (Volonté d'industrialisation à travers ses orientations politiques. En 2004, la part de l'industrie manufacturière, dont le PIB était de 7.2% , est dérisoire par rapport aux dépenses affectées à ce secteur et comparativement à nos voisins dont la part de leurs industries manufacturières s'élevait à 18.7% en Tunisie, à 17% au Maroc et à 19.2 en Egypte à la même année. (BOUZIDI, 2008).

La crise financière de 2008 et la fin du « consensus de Washington »⁵ ont fait place au concept de « néo-développement » axé sur une réindustrialisation rapide et ouverte vers le

⁴ PAS : programme d'ajustement structurel (1994-1998), il a pour objectif d'effectuer les grands équilibres macro-économiques et instaurer les facteurs indispensables pour favoriser le développement économique en Algérie.

⁵ Le consensus : « désigne l'accord informel conclu en 1989 entre le FMI, la BM et le Trésor public américain afin de favoriser des politiques libérales destinées à contraindre les pays concernés à laisser jouer les mécanismes du marché. Selon ce consensus, les bonnes politiques de lutte contre le surendettement de certains pays du Sud : ouverture des frontières, dévaluation de la monnaie nationale, privatisations et réduction des dépenses publiques ». (Le dictionnaire d'Alternatives économiques)

reste du monde dont l'émergence inattendue de la Chine en tant qu'atelier du monde a changé le paradigme industriel vers une mondialisation accélérée. Cette mondialisation accélérée a fait subir à l'Algérie une désindustrialisation rampante. En 2014, le secteur industriel ne contribue qu'à 5% du PIB et le pays importera en marchandises pour la même année, l'équivalent de ses recettes d'hydrocarbures (entre 60 à 65 milliards de dollars). (MEKIDECHE, 2016)

En effet, l'Algérie s'avère victime de ses ressources naturelles, notamment les hydrocarbures, source de revenu importante qui a permis de la reconstruire, préserver sa souveraineté et bâtir une structure industrielle sans expérience de gestion concrète et à partir d'une situation de chaos mais qui l'a sombré dans une rente pétrolière à une grande échelle.

Depuis la récession économique causée par la crise sanitaire COVID 19 en 2020, l'Algérie mets tout en œuvre pour ajuster voire booster sa base productive en faveur des biens présentant une valeur ajoutée plus importante et un contenu local plus élevé. Selon les données de l'ONS (2024), la part des exportations des produits manufacturés a connu un rebond non négligeable, elles ont passé de 299 209,60 Millions de DA en 2019 à 895 841,80 Millions de DA en 2022, soit une hausse de 33%.

3. Les politiques industrielles en Algérie, une comparaison dans le temps :

A travers le recours judicieux à plusieurs références théoriques et empiriques, et dans le but de mieux illustrer les expériences industrielles vécues en Algérie, nous proposons ci-après un tableau décortiquant les caractéristiques et limites des politiques industrielles mises en œuvre depuis l'indépendance à nos jours sur 04 périodes qui ont marquées l'histoire de l'industrie algérienne.

Tableau 2 : Comparaison dans le temps des politiques industrielles mises en œuvre en Algérie

Politiques industrielles en Algérie		
	Caractéristiques par période	Limites et facteurs d'échec
Décennies 1970 et 1980	Les industries contrôlées par l'État, principalement axées sur les marchés intérieurs, dépendent fortement des importations pour leurs intrants. Le développement industriel repose sur des relations commerciales intenses avec des pays socialistes comme l'URSS pour l'acquisition d'équipements et le transfert de connaissances. L'État est le principal agent de l'industrialisation et du développement technologique, les secteurs de l'agroalimentaire, de l'ISM et du textile-habillement contribuant à plus de 70 % de la valeur industrielle.	L'application d'une politique protectionniste durable et la rupture avec le marché capitaliste mondial ont entraîné des difficultés pour les entreprises publiques à maximiser l'utilisation de leur capacité de production. L'absence de politique de formation du personnel, l'échec des formules de transfert technologique et l'absence de programmation de production et/ou d'importation de biens d'équipement et intrants ont également contribué à cette situation, l'importation d'équipement et intrants pour l'industrie

	Toutefois, il n'y a pas d'investissements étrangers directs ni d'accords de sous-traitance entre les industries nationales et les entreprises multinationales. Le modèle de développement autocentré a connu sa fin pendant la crise socioéconomique (1989) laissant la place au modèle de libéralisation de l'économie algérienne, dans lequel l'investissement direct étranger est un facteur déterminant pour le transfert de technologique.	représentait 56 % des importations totales du pays durant la période (TALAHITE, 2016). La flambée des prix du pétrole et l'accroissement des capacités financières ont entraîné une augmentation des investissements, de l'aide étrangère et de l'endettement extérieur. L'indice d'industrialisation a chuté depuis 1989.
Décennies 1990 et 2000	Deux décennies de désindustrialisation ont eu lieu où les revenus de productivité ont été plus rapides dans le tertiaire (62,5 %) que dans le secteur manufacturier (13,4 %) en 2000 (BOUKLIA, 2015). L'État a maintenu son rôle d'organisateur de la sphère économique pendant la transformation post-socialiste (1989) visant à mettre un terme au contrôle de l'État sur l'économie et à préserver le système industriel. L'industrialisation n'était pas durable et n'était pas adaptée à la crise pétrolière de 1986, ce qui a conduit le lancement du PAS. Le marché était ouvert mais pas encore prêt pour la concurrence étrangère. L'investissement public a été réduit de 26,1 % et l'activité d'importation a été dominée, ce qui a stimulé le développement de l'économie parallèle. L'entreprise a participé au redressement de la productivité, avec un fonds de 208 milliards de DA mis en place pour combler les déficits publics jusqu'en 1998. Le programme PAS a été interrompu par la flambée du prix du pétrole en 2000, suivi par l'injection des fonds dans les entreprises industrielles publiques en renouant avec les programmes onéreux qui ont marqué les périodes précédentes sans effets positifs notoires.	La phase post-socialiste de 1989 a conduit à un démantèlement industriel, le Programme d'Ajustement Post-Structurel (PAS) ayant causé des dommages économiques et les privatisations ont entraîné une perte importante d'emplois. Les industries ISM-MME ne représentaient plus que 30 % de la valeur ajoutée du secteur industriel public, contre 54 % en 1989. Depuis 2000, le taux de croissance du secteur d'industrie industrialisante est très faible, avec l'émergence de grands groupes industriels privés comme : Groupe Cevital, Groupe Hasnaoui et Groupe Benamor. Les réformes ont davantage ouvert le pays aux importations qu'aux investissements industriels et à la production local (Les importations des produits industriels s'élevaient à 86.9% sur le volume total des importations alors que l'exportation de ces produits ne dépassaient pas les 4.3% sur le volume total des exportations).

Décennie 2010	La crise financière de 2008 a entraîné une ouverture de l'économie aux investissements privés, un programme d'investissement public, pendant la période 2010-2014, de 286 milliards de dollars et des mesures visant le décollage de l'industrie nationale. La politique industrielle s'est concentrée sur le développement des marchés internationaux, le redéploiement des industries au niveau national par le biais de districts industriels et de systèmes de production locaux, la promotion des industries à forte demande qui s'articulent sur la transformation des matières premières telles que les produits pharmaceutiques, les sidérurgies et les matériaux de construction, la promotion de nouvelles activités liées au développement du tissu industriel des PME et au transfert technologique.	Les efforts du gouvernement pour relancer une partie de l'industrie ont été entravés par l'encouragement de l'économie informelle et la formation d'un lobby des importateurs. Malgré les réformes structurelles et un potentiel industriel important, la part du secteur dans la production nationale n'est que de 6 %, ce qui oblige les entreprises à recourir massivement aux importations pour les équipements et les intrants, d'où des difficultés à diversifier les exportations et le renforcement du rôle des hydrocarbures dans le PIB. Les portées de la politique industrielle de cette période n'étaient accomplies et restent les mêmes qui sont adoptées à nos jours.
A partir de 2019 (crise sanitaire) à nos jours	Le plan économique 2020 est axé sur le développement industriel, la valorisation des ressources naturelles et l'évaluation de leurs impacts environnementaux. Il comprend l'introduction de l'esprit d'entreprise et du transfert de technologie, la promotion de connaissances et de compétences, l'organisation du cycle de formation et l'utilisation de réseaux de recherche internationaux. La politique encourage la création de petites et moyennes entreprises (PME) et de start-ups, le passage d'une économie axée sur les importations à une économie industrielle productive basée sur les marchés nationaux et internationaux, et le renforcement de l'équilibre commercial du pays grâce à des stratégies de substitution.	L'Algérie a connu une croissance significative des start-ups et des incubateurs (Entre 2020 et 2023, le nombre d'incubateurs a augmenté de 14 à 60 dans tout le pays), grâce au soutien et aux mesures législatives en faveur de l'entrepreneuriat basé sur la connaissance et l'innovation. Plus de 300 services publics numérisés dans 29 départements ministériels dédiés aux citoyens, particuliers et professionnels. Selon la Chambre de Commerce et d'Industrie France International (2023), l'industrie a connu une renaissance, avec une croissance de 15,1 % dans l'agroalimentaire et le lancement de 60 nouvelles unités dans l'industrie pharmaceutique. Malgré les défis, des secteurs comme la plasturgie et la pétrochimie ont fait l'objet d'investissements importants (plus de 15 Mds dollars affectés au deux secteurs).

Source : Conçu par l'auteur

4. Le mode opératoire de l'intervention publique sur l'industrie : Déclin industriel ou changement structurel?

Pour favoriser une évolution infaillible du secteur industriel, les pouvoirs publics visent à renforcer les investissements tantôt dans les installations physiques, tantôt dans l'enseignement supérieur, la recherche et développement, cibler les secteurs prioritaires et accorder des facilitations et subventions voire des commandes aux sociétés qui opèrent dans ce secteur, et enfin la mise en place des politiques d'appropriation systématique des technologies étrangères sous forme de joint-ventures avec des sociétés très avancées dans la recherche technologique dans ce même secteur (cas SAIEG Spa avec la firme multinationale General Electric cités ci-dessous). « *C'est ainsi que la Chine à affronter la domination des Etats Unies dans les technologies de pointe entre 2007 et 2017 les investissements chinois dans la technologie américaine se sont élevés à 40 milliards de dollars* ». (ADDA, 2019)

Par ailleurs, (BELLAL , 2017) a défini la rente comme étant une ressource qui peut être dépensée productivement et transformée en fond d'investissement pour soutenir le tissu industriel et financer l'accumulation mais sous la condition de procéder à une régulation institutionnelle. Optimisation des restrictions budgétaires imposées par les autorités publiques en veillant à la qualité des installations proposées est un choix judicieux qui se traduit par l'instauration des contrats de joint-venture public-privé comme alternative à la dette extérieure et facteur de la relance économique (cas de la Sonatrach tel qu'illustrer dans le tableau 04 cité ci-après).

En effet, le plan de relance économique 2020-2024 mis en œuvre par le gouvernement a fixé des mesures pour encourager:

1-Le financement des investissements par le biais du partenariat public-privé comme le financement des installations et services publics par le secteur privé en échange des recettes générées de fonctionnement.

2-L'allegement du déficit cumulé du trésor et de la dette publique pour les cinq années du plan de relance à travers la contribution des entreprises nationales notamment Sonatrach et Sonelgaz.

3- la programmer de la fabrication nationale d'équipement et intrants pour alimenter le tissu l'industriel pour mettre fin à la dépendance externe et mettre fin au maintien durable de leur importation. Ce chaînon manquant dans les stratégies industrielles précédentes a pesé lourd sur l'échec des politiques autocentrées et la fatalité de l'échec industriel malgré la mise en place des objectifs audacieux.

5. Les orientations stratégiques de l'industrialisation en Algérie dans l'ère actuelle:

L'idée de développer sa propre industrie lourde faisait sens et elle continue à le faire à l'heure où, éprouvée par la pandémie de Covid-19, les grandes puissances économiques occidentales songent à rapatrier une partie de leurs productions délocalisées. (BELKAID , 2022)

L'Algérie semble suivre la même trajectoire à savoir libérer les secteurs clés encore en dépendance, notamment le secteur énergétique, en favorisant la production locale et promouvant l'intégration industrielle au sein du pays.

Les deux géants nationaux Sonelgaz et Sonatrach comme étant stimulateurs de l'économie du pays, s'engagent fructueusement suivant les directives des autorités publiques à booster le tissu industriel en favorisant sa diversification et à contribuer efficacement au programme de relance économique mis en œuvre par l'Etat.

Pour ce faire, ils ont misé sur le développement des compétences en Algérie et consolider les efforts engagés par l'Etat concernant le soutien de partenariat en matière de connaissance et d'innovation en faisant appel aux entreprises algériennes créatrices de richesse (PME/START-UP/Incubateurs) pour la satisfaction de leurs besoins en matière de biens et services. Ainsi, ils participent efficacement à la performance de la production nationale et à la résolution des défis liés au savoir-faire, à la concurrence extérieure et à l'innovation en générant des opportunités de croissance économique.

En effet, les deux géants se sont fixés le but d'optimiser le taux d'intégration de leur productivité pour arriver à offrir un produit ou/et une prestation de service algérianisé davantage en instaurant les mesures suivantes :

✓ Se lancer dans la fabrication des produits importés auparavant en installant des usines ; cas des usines nouvellement construites : 1- projet d'usine de fabrication des compteurs smart et de détecteurs de gaz, inauguration imminente, au niveau de SAIEG SPA, 2- projet d'usine de fabrication des bornes de recharge des voitures électriques), avec un taux d'intégration nationale de plus de 50 %, au niveau de la même filiale du groupe Sonelgaz. Ainsi, l'Algérie s'engage vers la transition énergétique et s'oriente vers l'utilisation des énergies propres. L'usine de fabrication des bornes de recharge est actuellement productive avec un objectif annuel de fabrication de 700 bornes de recharge en 2024 pour le marché nationale et réalise deux opérations d'exportation de bornes vers l'Italie et la Lybie. Additivement à cela, SAIEG a réussi à obtenir un contrat d'exclusivité de vente sur le marché Africain et projette de placer des contrats de vente à l'export vers l'Europe et le Moyen-Orient d'un total de 120 bornes de recharge en 2025.

✓ Limiter les importations en intégrant dans leurs procédures de passation des commandes et marchés des conditions et exigences qui obligent les organes de contrôle de leurs unités d'attribuer, en première priorité, des marchés aux entreprises Algériennes pouvant répondre à leurs demandes.

✓ Inciter les organismes étrangers souhaitant travailler avec les deux groupes à utiliser la sous-traitance locale comme une voie de pénétration de leurs marchés afin de garantir un transfert technologique et de savoir-faire.

✓ Assister les entreprises locales à la production des biens et/ou la réalisation des services compétitifs et susceptibles répondre à leurs besoins notamment en matière de normalisation et certification en leur fournissant toutes les facilitations pour accéder à leurs marchés.

✓ Interagir de manière régulière avec les entreprises locales comme les PME, PMI, Start-up, Incubateurs et Universités, en organisant des campagnes de communication,

journée d'études, séminaires et conférences dans le but de les aider à cerner leurs attentes, besoins et opportunités d'affaires présentées en matière d'approvisionnements et logistique.

✓ Procéder à la production locale des biens et à la réalisation des services afin de satisfaire le besoin du marché national et international en promouvant les exportations et diminuant l'enveloppe des importations.

6. Quelques tentatives réussies d'industrialisation par l'adoption des politiques d'intégration industrielle

6.2 Cas de la SONELGAZ : SAIEG Spa s'investit dans la fabrication des pièces de rechange via la politique de substitution aux importations

La Société Algérienne des Industries Electriques et Gazières (SAIEG Spa) est un pôle industriel détenu à 100% par la Sonelgaz, il a été créé en 2022 par le groupe Sonelgaz suite à une restructuration organisationnelle dont trois (03) filiales de production du groupe (MEI – AMC-Rouiba Eclairage) ont été jumelées en un pôle spécialisé dans la fabrication des équipements industriels et des pièces de rechange. Depuis, Le pôle industriel se focalise sur le recours à la sous-traitance pour les biens et services indisponibles sur la marché national et/ou nécessitant une technologie non acquise, l'utilisation quasi systématique de l'outil national de production et algérianisation des produits fabriqués par ses trois unités afin de stimuler l'intégration industrielle tant recherchée par les pouvoirs publics et de favoriser l'outil national de production; l'objectif tracé est de dépasser les 85% d'ici 2026 pour tous ses segments d'activité.

A cette fin, SAIEG SPA s'est attaqué à l'industrie électrique et gazière. Elle a mené à bien ses projets en participant à :

✓ La réduction des charges croissantes, dues notamment à l'importation des ailettes, pièces de rechange pour la réparation des turbines en se lançant dans la conception, usinage et production d'ailettes allant jusqu'à la puissance de 150 Méga Watts, fabriquées pour assurer la révision et maintenance des turbines des centrales de production de Sonelgaz et de Sonatrach, la société a su satisfaire les besoin des pôles de production d'électricité (SPE)⁶ et de Sonatrach en matière d'ailettes des turbines en réalisant en 2023 un chiffre d'affaires de 15 455 573.68 Da avec la filiale SPE de Sonelgaz et de 147 577 509.00 Da avec l'activité LQS (L'Activité Liquéfaction-Séparation) de Sonatrach. Un projet de contrat de fabrication de 12 000 ailettes est en phase de signature pour le compte de Sonatrach pour ses turbines à gaz à l'horizon 2026-2027.

✓ Le glissement progressif du taux d'intégration de la production d'ailettes en passant de 5% en 2014 à 50% en 2023 pour arriver à un taux de 85% en 2026. Tenant compte du fait que la fabrication de ces ailettes exige une technologie de pointe. Le processus d'intégration est passé initialement de la transformation du produit brut « casting » importés en produit fini par le traitement et revêtement de surface passant par le découpage, le perçage, l'assemblage et le revêtement de surface).

⁶ SPE : Sonelgaz Production Electricité est une des filiales du groupe Sonelgaz.

✓ L'internationalisation de sa production en exportant la pièce de rechange (ailettes) made in Alegria outre-mer. Un chiffre d'affaires réalisé de 4 950 000.00 dollars à travers l'expédition de trois vagues de pièces de rechange vers les Pays-Bas pendant les trois dernières années 2021, 2022 et 2023.

Tableau 3 : Plan de ventes de SAIEG Spa

Total ventes	2022	2023	2024	2025	2026	Taux 24/23	Evol moyen
Ventes nationales	10 583	19 647	29 303	32 156	35 063	49%	21%
Ventes à l'international	-	219	347	379	380	58%	20%

Unité des chiffres : KDA

C'est ainsi que SAIEG SPA a relevé le défi en assurant une autonomie d'approvisionnement en pièces de rechange grâce à sa fabrication en Algérie. Cela a permis d'abord de répondre aux besoins du marché interne en diminuant les dépenses et les factures liées aux importations (Voir l'histogramme présenté dans la figure 1). Ensuite, elle s'est orientée vers le marché international afin de diversifier les sources de devise en pénétrant le marché des Pays-Bas.

6.2 Cas de la SONATRACH Spa :

Dans le but de soutenir le développement socio-économique du pays, les pouvoirs publics ont chargé le groupe Sonatrach de stimuler l'intégration nationale. L'objectif est d'optimiser la participation de l'outil national de production de biens et services dans ses investissements et ses projets pour atteindre un pourcentage d'intégration industrielle de 55% d'ici 2030.

Pour ce faire, la Sonatrach s'est fixée des objectifs stratégiques se focalisant sur la promotion du secteur industriel des PME /PMI à travers les opportunités offertes par sa stratégie de croissance. En effet, depuis 2021, le groupe engage des actions d'accompagnement des PME/PMI et Startups algériennes à travers :

- L'organisation de manifestations et journées d'études dans plusieurs régions du pays avec la participation des entreprises appelées à satisfaire ses attentes notamment dans le domaine de la fourniture des pièces de rechange mécaniques.

- L'incorporation de nouvelle réglementation dans le processus d'attribution des marchés destinée à promouvoir la production locale et à privilégier la sélection des fournisseurs et prestataires locaux susceptibles à répondre aux besoins du groupe dans des activités ayant un lien avec l'industrie la maintenance industrielle, la mécanique, la fabrication de pièces, les équipements de production, les établissements de l'ingénierie, de l'étude technique et de la recherche scientifique.

- La mise en œuvre d'un plan de maîtrise technologique en impliquant ses chercheurs et ingénieurs expérimentés pour optimiser l'autonomie technologique et augmenter le pourcentage d'intégration nationale (matières premières et procédés) à travers la méthode de reverse engineering.

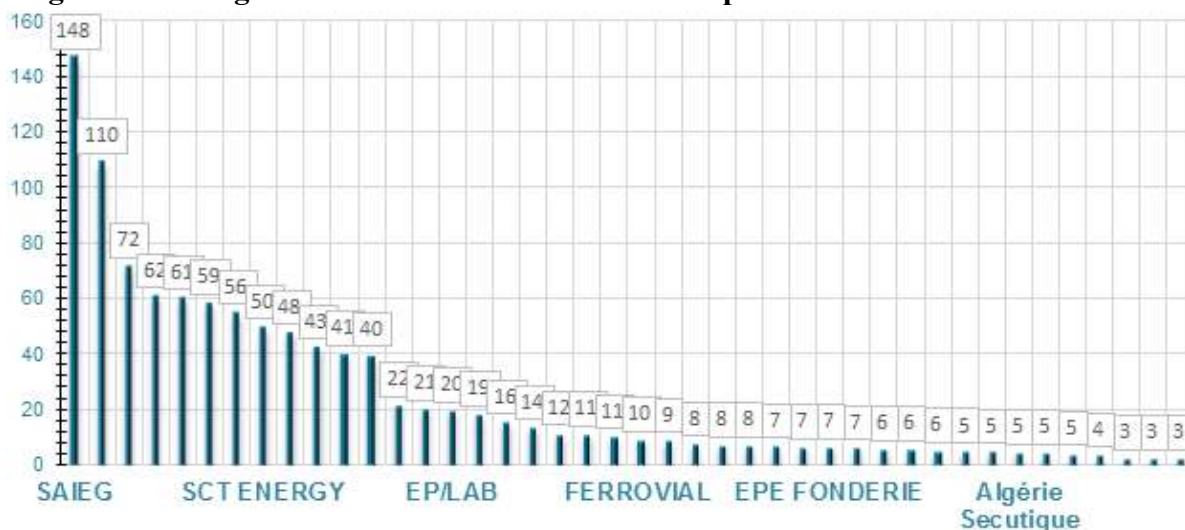
-Assister et accompagner les PME/PMI et startups algériennes à l'obtention des homologations, auprès de l'organisme ALGERAC, nécessaires à leur insertion dans les marchés compétitifs.

Cette panoplie de mesures a permis à Sonatrach d'accélérer le recours à la production nationale pour la concrétisation et le développement de ses activités dont un nombre total de 44 entreprises nationales spécialisées dans différents domaines ont contribué à l'algérianisation de l'activité LQS Oran avec un total général de 1 072 844 555.00 Da reparti sur la liste et graphe en ci-dessous.

Tableau 4 : Histogramme des contributions des entreprises locales en 2023

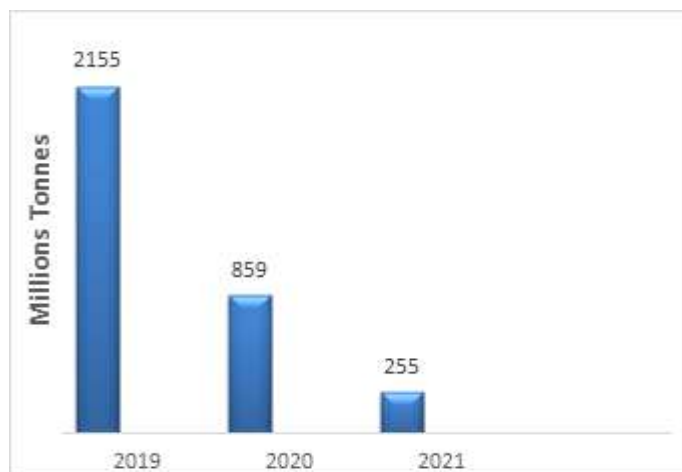
Entreprise	Montant	Montant en MDA	Entreprise	Montant	Montant en MDA
SAIEG	147 577 509.00	148	HYDROPAC	9 356 925.00	9
ENCC	109 843 753.00	110	APRU	7 978 760.00	8
FLOWSERVE	72 390 191.00	72	UMIR	7 808 894.00	8
FMAS	61 534 000.00	62	TECHNONUM	7 793 197.00	8
SPE EST	60 847 200.00	61	TH INDUSTRIE	7 435 921.00	7
ALIECO	59 065 534.00	59	S.FIVE	6 985 000.00	7
LMF	55 504 000.00	56	EPE FONDERIE	6 941 860.00	7
SCT ENERGY	50 143 445.00	50	DELTA PRECISION	6 700 000.00	7
ECIS ALGERIE	48 339 000.00	48	ATP MESROUK	6 370 000.00	7
SANP	42 949 640.00	43	OUEST	6 360 000.00	6
BRAMONTVAL	40 646 159.00	41	STI	5 716 221.00	6
TIRSAM	40 200 000.00	40	AUZIA	5 466 200.00	5
SOMIAS	22 351 100.00	22	CETIC	5 419 966.00	5
ETDER	20 768 500.00	21	ALERIE SECURITIQUE	5 201 280.00	5
EP/LAB	20 216 400.00	20	GPSS	5 105 180.00	5
GM-ETP	18 715 315.00	19	BETTAR	4 572 800.00	5
ORSIM	15 999 726.00	16	GPSS	5 105 180.00	5
SERMMS	13 939 870.00	14	BETTAR	4 572 800.00	5
MYRIAD	11 825 025.00	12	EPE-CMA	4 123 998.00	4
ABB ALGERIE	11 458 941.00	11	SNC EL AMEL	3 066 100.00	3
FAJO	10 645 379.00	11	ELICOR	3 045 868.00	3
FERROVIAL	9 760 000.00	10	CDTA	2 997 718.00	3
Total	944720687.00	945	Total	128123868.00	128
Total Général				1 072 844 555.00	1073

Source : Département de développement contenu local LQS

Figure 1 : Histogramme des contributions des entreprises locales en 2023

Source : Département de développement contenu local LQS

Additivement à ces résultats, il convient de noter que Sonatrach a significativement diminué ses dépenses en matière d'importation de produits pétroliers, atteignant 254 741 Tonnes en 2021 contre 858 939 Tonnes en 2020, ce qui représente une réduction considérable de 70%. Cette baisse est due à la satisfaction de la production nationale de la demande domestique en Essence et en Gasoil, ce qui a conduit un sevrage des importations des carburants terreux.

Figure 2 : Volume d'importations de produits pétroliers 2019/2020/2021

Source : Département de développement contenu local LQS

7. Des possibilités en souffrance et/ou des projections optimistes pour une intégration industrielle :

Comme démontré précédemment, les Groupes Sonatrach et Sonelgaz ont été parmi les pionniers, à adopter une stratégie systématique pour accompagner la politique nationale

d'intégration et mettre fin aux facteurs de dépendance externe, mais nonobstant les efforts fournis et les réussites réalisées, des projets s'avèrent en souffrance depuis la période pré-Covid dont nous citons comme exemple le blocage du méga projet d'installation et démarrage d'une usine de production des transformateurs de grande puissance connu sous le nom de Vijai Electricals Algérie, une firme mixte Algéro-indienne, lancée pour la production des transformateurs à huile de haute tension. En 2018, la firme a été officiellement installée au site de l'entreprise publique Electro-industrie se trouvant à Tizi-Ouzou (Azazga) dans le cadre d'un partenariat technologique de deux entreprises à savoir :Vijai Electricals Ltd (Inde) et Electro-Industries (Azazga) avec une répartition du capital social entre les actionnaires de : - VijaiElectricals Ltd : 40%; Sonelgaz : 15% et Electro Industries: 45% sachant que cette dernière détient déjà un savoir-faire et une expérience dans la fabrication des transformateurs de basse et moyenne tension de plus de 35 ans . L'objectif est de produire des transformateurs électriques de haute et moyenne tension dotés de technologie complexe, importés à ce jour des pays étrangers pour assurer le transport et la distribution de l'énergie générée par les centrales électriques.

La société devait assurer une production de 115 transformateurs de diverses tensions et puissances allant de 40 méga volts ampères (MVA) jusqu'à 300 MVA en totalisant 8.300 MVA de puissance par année. La firme devait accorder à l'Algérie une autonomie remarquable et dans ce domaine et réduire la facture d'importation de ce type de transformateurs notamment par la Sonelgaz pour la production de l'électricité et d'augmenter les recettes en devise à travers leurs ventes à l'international. Cela fera de Vijai Electricals Algérie la première firme engagée dans la confection des machines statiques de haute et moyenne puissances en Afrique.

Le démarrage de ce projet est susceptible de provoquer un effet d'entraînement sur d'autres activités avec une montée en valeur dans les autres filières industrielles. Tel est le cas pour SAIEG Spa qui projette installer, dans l'objectif de satisfaire le besoin de la société mixte en produit intermédiaire, une ligne de production des colonnes complètes nécessaires à la fabrication des transformateurs à l'huile de toutes puissances confondues de 50 kva à 300 mva. Cette ligne de production disposera d'une capacité annuelle de 130 unités dotée d'un total de 9000 MVA.

Conclusion

D'après (KRUGMAN, 2009), les crises économiques se reproduisent en raison de « l'incapacité à en tirer les leçons, à laisser les faits mettre en question des doctrines libérales erronées », en effet, capitaliser sur les acquis aussi petits soient-ils s'avère indispensable pour l'évitement des trajectoires des échecs des expériences précédentes.

Aussi, (AMIN, 1971) a longtemps proclamé « la nécessité d'assurer à l'économie nouvelle un dynamisme propre et autonome qui la libère de la dépendance dans laquelle l'économie sous développer se trouve à l'égard de l'économie dominante qui lui apporte de l'extérieur l'impulsion qui lui manque », une idéologie qui subsiste depuis les années 70 et qui reste toujours une véritable clé pour booster l'économie en général et l'industrie algérienne en particulier. Pour ce faire, nous proposons une panoplie de recommandations tirée à partir de nos propres analyses des lectures et recherches :

- Mettre prioritairement en place les industries ayant la potentialité de la croissance, (BOUZIDI A. , 1981) a justifié la priorité à accorder à l'industrie de base comme étant le secteur d'industrie pouvant assurer le rôle de « pôle de développement » appelant sans cesse, par ses effets d'entraînement, l'émergence d'autres spécialités industriels. Ces industries indispensables à la systématisation du processus d'industrialisation englobent principalement la pétrochimie, l'énergie électrique et la mécanique lourde.

✓ Redéploiement de groupes publics en optant sur le choix des filières adaptées aux conditions de marché et porteuses de relance.

✓ Encourager l'intégration intersectorielle interne (locale) et les relations qui rattachent certains secteurs économiques locaux de telle sorte que les « effets d'entraînement » se manifestent à l'expansion des secteurs internes les plus dynamiques.

✓ Encourager l'élargissement des accords de libre-échange ou préférentiels aux autres grandes zones économiques qui peuvent offrir des opportunités plus compétitives et technologiques plus avancées telles celles des Etats-Unis

✓ Maitriser les problèmes liés aux technologies importées tels que : 1- manque de fidélisation des compétences techniques expérimentées et qualifiées pour apporter assistance et conseils aux décideurs; 2 –indisponibilité d'un nombre suffisant de jeunes techniciens locaux pouvant assimiler, adapter, utiliser les nouvelles technologies des éventuels équipements à installer; 3-le savoir et les techniques transférés ne correspondent pas aux installations existantes et aux attentes des pouvoirs publics pour l'atteinte de la croissance économique tant recherchée; 4-absence de mise à niveau des cadres techniques de l'Etat primordial pour évaluer et étudier la conformité des nouvelles technologies proposées aux exigences de l'Etat, 5- inefficacité des négociations des modalités et termes d'acquisition et de transfert des technologies nouvelles.

✓ Déléguer le pouvoir décisionnel à la filière où convergent les données fiables et les informations pertinentes ce qui résulte un contrôle judicieux sur l'efficacité des activités des organes de la filière et une évaluation juste des décisions politiques.

✓ Encourager le dialogue avec les industriels et la concertation préalable avant la révision de la loi de finance car la modification des lois peut impacter positivement certaines activités économiques comme elle peut les affecter négativement. A titre d'exemple l'intervention de l'ALGEX pour l'octroi des autorisations préalables à l'import et l'utilisation de contingents tarifaires découlait de la politique fiscale des autorités publiques pour prioriser la production locale et protéger les industries nationales naissantes mais elle a eu du même coup des conséquences négatives sur la destruction des capacités de production de certaines industries due à la lenteur d'approvisionnement de leurs inputs qui sont majoritairement importés.

- ✓ Création des clusters de services et d'industries inscrits dans des chaines de valeur globales en se focalisant sur la technologie et l'évolution des connaissances⁷. (Djefflat & Benaissa, 2021).
- ✓ Amélioration de la gouvernance économique à travers la mise en place d'un processus méthodologique d'analyse et d'évaluation des politiques publiques en vigueur.

Nous résumons en quelques lignes, que toutes ses aventures quelques que soit leurs finalités (réussies ou échouées) valaient la peine d'être vécues car elles ont permis d'analyser des effets, et de détenir de données fiables sur l'évolution de l'inflation, du chômage, des dépenses budgétaires et enfin de la productivité par secteur qui risquent de contribuer efficacement à la définition d'une politique prospective pertinente et judicieuse sur le moyen et long terme orientant notre économie en général puis notre industrie en particulier vers la croissance inévitable.

⁷Chaines de valeur globales : « *filière de production internationalisées, caractérisées par une forte segmentation internationale des processus de production et une part élevée de produits intermédiaires et composant importés dans les exportations de produits finis des pays impliqués* ». (ADDA, 2019)

Références bibliographiques :

1. ADDA, J. (2019, Juillet-Aout). La Chine dans la tempête. *Alternatives économiques*.
2. AMIN, S. (1971). *L'accumulation à l'échelle mondiale*. paris: Anthropos.
3. ANDREFF, W., & HAYAB, A. (1978). Les priorités industrielles de la planification algérienne sont-elles vraiment « industrialisantes »? *Revue Tiers Monde*.
4. Beitone, A., & autres. (2001). *Économie aide-mémoire*. DALLOZ.
5. BELKAID, A. (2022). *L'aventure humaine et industrielle de la sidérurgie algérienne 1964-1982*. éditions du croquant.
6. BELLAL, S. (2017). *La crise du régime rentier*. FRANTZ FANON .
7. BOUKLIA, H. R. (2015). Études sur les perspectives de diversification de l'économie nationale. *Forum des chefs d'entreprise*. Alger.
8. BOUZIDI, A. (1981). *politique économique de la transition au socialisme* (éd. 2ième). Alger: office des publications universitaires.
9. BOUZIDI, A. (2008). *L'Algérie de demain - Relever les défis pour gagner l'avenir*. Alger: Office des Publications Universitaires.
10. Djeflat, A., & Benaissa, R. (2021). *Economie de la connaissance et le développement*. Alger: Casbah.
11. KRUGMAN, P. (2009). *Pourquoi les crises reviennent*. Edition du Seuil.
12. MEKIDECHE, M. (2016). *Résilience et désordre de l'économie algérienne*. Alger: DAHLAB.
13. TALAHITE, F. (2016). Désindustrialisation et industrialisation en Algérie . Le rocher de Sisyphe. *Outre-Terre*(47), pp. 130-151.
14. TEMMAR, A. (2015). *L'économie de l'Algérie, les stratégies de développement*. Alger: Office des publications Universitaires.
15. Office national des statistiques 2024
16. <https://www.ccifrance-international.org/>